

11723 11687

ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SENEGAL

(O.M.V.S)

HAUT-COMMISSARIAT

DDC 59.225

**RAPPORT DE MISSION DE L'EXPERT EN ENVIRONNEMENT
RELATIF A LA 8^{ème} REUNION DU COMITE CONSULTATIF
REGIONAL DU PROJET O.U.A./BCI D'AMENAGEMENT INTEGRE
DU MASSIF DU FOUTA DJALLON**

Mars 2000

I. INTRODUCTION

Sur invitation du Bureau de Coordination International (BCI) de l'OUA à Conakry, chargé du Programme Régional d'Aménagement Intégré du Massif du Fouta Djallon, nous avons représenté à Labé (du 20 au 25 mars 2000), le Haut-Commissariat de l'OMVS aux travaux de la 8ème Réunion du Comité Consultatif Régional (CCR).

Les participants ont adopté le programme proposé après amendement (voir annexe I).

Après la cérémonie d'ouverture présidée par le Gouverneur de la Région de Labé, les participants à l'atelier ont élu le bureau ci-après :

- *Président* *Mr. Souleymane CISSÉ du Mali (Président en exercice du CCR)*
- *Vice-Président :* *Mme TOURE CAMARA Idiatou (Guinée)*
- *Rapporteurs :* *Mr. KOUSSOU Alou Bori*
 (Niger) et Mr. SOUMAH
 Mamadou (ABN)
- *Co-rapporteur :* *Mr. BALDE Younoussa (BCI-OUA)*

Cet Atelier a été organisé avec l'appui financier et technique du PNUE/FEM, du Mécanisme Mondial de la CCD (MM/CCD) et de la FAO.

II. PARTICIPATION :

Ont pris part à l'atelier, en plus des organisateurs, les représentants de la Gambie, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, de la Mauritanie, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Guinée (Services Techniques et projets de terrain), des OIG (ABN, OMVG, OMVS).

Ont également participé les représentants des institutions ci-après : CEDEAO, FEM/PNUE, PNUE, FAO, MM/CCD, PNUD, Union Européenne et GTZ.

Les actes définitifs de la rencontre comprenant la liste exhaustive des participants seront envoyés ultérieurement par le BCI à tous les Participants.

III. DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux de l'atelier se sont déroulés en séance plénière et en groupes de travail.

La première séance plénière a été marquée par les présentations ci-après :

- L'historique et l'évolution du Programme Régional,
- L'évaluation des impacts de dégradation des terres sur les ressources en eaux et la diversité biologique,
- La présentation de la procédure de financement du GEF/PNUE,
- Les communications des Directions Nationales et des Projets de terrain guinéens,
- La définition des mandats des groupes de travail pour l'élaboration des TDR de l'étude commanditée et des éléments constitutifs du PDF B.

Les participants se sont d'abord accordés sur le fait que le contenu de l'étude vise l'élaboration :

- d'un statut juridique affirmant le caractère international massif,
- d'une Convention cadre de coopération des pays tributaires des fleuves issus du MFD,
- d'un Programme basé sur une vision globale des problèmes d'aménagement du MFD

Les débats ont porté ensuite sur le canevas à suivre pour l'élaboration des TDR. Après plusieurs échanges des points de vue, mandat a été donné à Mr. le représentant du MM/CCD et au consultant pour qu'il propose un canevas plus détaillé.

Enfin, les participants ont retenu deux thèmes pour l'élaboration des TDR de l'étude commanditée par la 3^{ème} Session de la Conférence Ministérielle de Bamako (juillet 1999) y compris les éléments pour une proposition de PDF.B à financer par le GEF. Ces deux thèmes sont :

- Les questions techniques, environnementales et socio-économiques dans le massif du Fouta Djallon (MDF) et ses extensions physiques ;
- Le statut juridique et aspects institutionnels.

Deux groupes de travail ont été mis en place et chacun devrait mener des réflexions sur les 2 thèmes retenus.

IV. Résultats des Travaux

4.1. Elaboration des TDR

Après les exposés par les rapporteurs des groupes et quelques questions d'éclaircissement, les participants ont relevé la complémentarité des approches utilisées par les 2 groupes.

Néanmoins un débat a été instauré autour des quatre points suivants :

- La capacité à mobiliser et à gérer les ressources
- La mobilisation des consultants
- Le dispositif de pilotage
- Le chronogramme des activités.

Au terme des discussions l'atelier a retenu :

Que le BCI procède à la mise en forme définitive des TDR de l'ensemble des Etudes du PAS/MFD sur la base des éléments constitutifs globaux adoptés par l'Atelier. (voir TDR globaux en **Annexe III** ci-joint)

Que le BCI/O.U.A. en rapport avec le Président en exercice de la CM détermine pour chacune des études un comité technique de suivi.

Que le recrutement des Consultants se fasse par le BCI/O.U.A. en rapport avec les Coordonnateurs nationaux et les partenaires au Développement qui financent les Etudes en question. Le recrutement devra se faire suivant des critères objectifs et une procédure transparente.

Que le BCI et la Présidence en Exercice procèdent à la finalisation du Projet de Planning des activités de la phase transitoire et veuille à son exécution correct ?

Ce programme d'activités devra tenir compte des opportunités de financement qui existent à travers les Projets en cours dans le MFD et la disponibilité de certains fonds dans certaines OIG (cas du GEF de l'OMVS et de l'ABN) et Institutions d'Assistance.

Que le BCI/O.U.A. élabore avec l'appui du Consultant International un document de PDF-B à soumettre au PNUE/FEM comme contribution de cette Institution à l'élaboration du PAS/MFD.

Que le BCI/O.U.A. et la Présidence de la Conférence Ministérielle en relation avec le MM/CCD prennent les contacts nécessaires avec les partenaires au Développement afin de trouver les moyens financiers adéquats pour réaliser les Etudes retenues par l'Atelier, suivant les recommandations de la 3^e CM de Bamako.

4.2. Questions particulières

En marge de l'atelier, une réunion a regroupé sous la présidence du Président du CCR (le Mali), les représentants de la CEDEAO, du BCI/O.U.A., des OIG (OMVS, OMVG et ABN) et des Partenaires au développement autour de :

- a) l'organisation de la réunion quadripartite (Présidence en exercice, O.U.A., CEDEAO et Gouvernement Guinéen).
- b) la coordination des différentes interventions du GEF dans le MFD ;
- c) la mobilisation des ressources allouées au PAS/MFD par le FEM/OMVS ;

d) les échanges des points de vue sur la mise en œuvre de la composante » ressources en eau partagées » du Programme d'Actions Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CCD (PASR-AO/CCD).

Les résultats de ces discussions qui sont présentés dans l'Aide mémoire joint au présent rapport de mission (voir **annexe II**) ont été entérinés par l'Atelier en séance plénière.

Fait à Dakar le 27 mars 2000

L'Expert en Environnement

Bakary OUATTARA

ANNEXE I

Programme de l'Atelier

Dimanche 19 mars 2000 : voyage Conakry-Labé par route

Lundi 20 mars 2000

<i>8h 30 – 9 h 30</i>	<i>Enregistrement et mise en place des Participants</i>
<i>9h30 – 10 30 h</i>	<i>Cérémonies officielles d'ouverture : Interventions des Autorités de Labé, des Représentants de l'OUA, du Président en exercice de la CM, du MM/CCD, de la FAO et de la CEDEAO</i>
<i>10h 30- 11h</i>	<i>Pause café</i>
<i>11-13h</i>	<i>Election du Bureau et organisation des travaux de l'Atelier</i>
<i>Intern.)</i>	<i>Historique et évolution du Programme Régional (Coord. Intern.)</i>
<i>régl)</i>	<i>Evaluation des Impacts de dégradation sur les Eaux et la DB (C rég)</i>
	<i>Présentation procédure GEF (FEM/PNUE)</i>
<i>13h – 15</i>	<i>Déjeuner</i>
<i>15h – 17 h 30</i>	<i>Présentations des Notes par les Directions Nles et Projets de terrain Débats</i>
<i>17 h 30 – 18 h 30</i>	<i>Introduction aux travaux de l'Atelier et Définition des mandats des groupes de travail</i>
	<i>Débats</i>
	<i>Mise en place des groupes de travail</i>

Mardi 21 mars 2000 :

<i>9 h – 13h</i>	<i>Travaux des groupes</i>
<i>13 h – 15 h</i>	<i>Déjeuner</i>
<i>15 h – 18</i>	<i>Suite des travaux des groupes</i>

Mercredi 22 mars :

<i>9 h – 13 h</i>	<i>Restitution des travaux des groupes</i>
<i>13- 15</i>	<i>Déjeuner</i>
<i>15 – 18 h</i>	<i>Préparation du Rapport de l'Atelier y compris les TDR</i>
	<i>Réunions ad hoc :</i>
	<i>Harmonisation des interventions du GEF (MFD, OMVS, ABN)</i>
	<i>Organisation rencontre quadripartite</i>
	<i>PASR : Groupe Gestions des Ressources Hydrauliques</i>

Partagées

Jeudi 23 mars

<i>9h – 11 h :</i>	<i>Adoption des documents et cérémonies de clôture</i>
<i>15 h</i>	<i>Visite de terrain</i>

<i>Groupe 1</i>	<i>Horé Dimma (source Gambie),</i>
<i>Groupe 2</i>	<i>Guétoya (terroirs de Kollagui)</i>

Vendredi 24 mars : **Voyage retour Labé -Conakry**

ANNEXE II

AIDE-MEMOIRE SUR LA REUNION CONNEXE TENUE EN MARGE DE L'ATELIER SUR LES TDR DU PAS/MFD

En marge de l'Atelier Régional d'élaboration des termes de référence du PAS/MFD tenue à Labé les 20, 21, 22 et 23 Mars 2000, a eu lieu un échange de points de vue sur les questions transversales intéressant la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest entre le Mécanisme Mondial de la CCD, le PNUE, le GEF, le BCI/OUA, la CEDEAO et les Organismes de gestion des Bassins Fluviaux (OMVS, OMVG et ABN).

La réunion a porté sur trois questions principales à savoir :

- 1) L'organisation de la réunion quadripartite (OUA, CEDEAO, Présidence en Exercice du PRAI/MFD et Gouvernement Guinéen) envisagée à Conakry sur demande du Président en Exercice de la CM au lendemain de la Conférence de Bamako.
- 2) La coordination des interventions du GEF dans la sous-région
- 3) l'Etat d'avancement de la mise en œuvre du domaine prioritaire « Gestion des Ressources en Eau transfrontalières » du Plan d'Action sous-régional (PASR) de la CCD.

S'agissant de la réunion quadripartite les Participants ont convenu de soumettre à la rencontre les questions ci-après :

l'Etat de mise en œuvre des décisions de la Conférence de Bamako et en particulier les résultats de l'Atelier de Labé

Il s'agira d'informer les Participants à la réunion des efforts entrepris depuis Bamako par le Président en Exercice et le BCI pour la tenue du présent atelier dont les principaux résultats sont :

les Termes de Référence des études commanditées

les éléments constitutifs d'un PDF-B à soumettre au GEF/PNUE

le Planning des activités de suivi des résultats de Labé notamment la période transitoire

l'échange et l'harmonisation des points de vue sur les questions transversales

Les Aspects Institutionnels du PRAI-MFD et la tutelle du BCI

En raison des résultats ci-dessus et de l'éminence du Prochain Sommet de l'OUA, les Participants ont estimé que des dispositions devraient être prises pour que la quadripartite ait lieu avant le prochain Conseil des Ministres prévu à Lomé en Mai-Juin 2000. A cet effet, le Président en Exercice de la CM devrait saisir le Secrétaire Général de l'OUA pour convenir de la date la plus appropriée pour une participation effective de toutes les parties concernées.

L'initiative de tenir la quadripartite pour débattre des questions de la tutelle du BCI a été saluée par les participants en raison des enjeux que pose la tutelle du BCI face aux perspectives de développement du Programme Régional.

C'est en effet l'occasion pour la CEDEAO et les Etats de la Sous-région de se voir informés officiellement de la position de l'OUA sur le niveau et les modalités de son désengagement envers le PRAI-MFD et le BCI, toute chose qui leur permettrait de prendre les décisions appropriées sur la question.

L'Approche de mobilisation des Bailleurs d'Assistance du Programme Régional

Les participants ont salué la nouvelle forme de partenariat développé depuis Bamako 99 pour la mobilisation de l'ensemble des partenaires actuels ou potentiels du Programme Régional qui a permis l'organisation de l'Atelier de Labé. Ils ont encouragé la Présidence en Exercice à travers le BCI à continuer à promouvoir cette démarche qui devrait désormais se fonder sur la campagne de sensibilisation et de mobilisation des Bailleurs de Fonds définie par le Planning des activités de suivi de l'Atelier de Labé.

La réunion a recommandé en particulier au Président en Exercice de la CM :

De veiller à la soumission au PNUE/GEF dans les meilleurs délais et dans les formes souhaitées de la requête du PDF-B d'élaboration du PAS/MFD,

De demander au Mécanisme Mondial de la CCD sur la base des conclusions de Labé de poursuivre son appui sur la mobilisation des Bailleurs d'Assistance et de prendre toute action devant faciliter la mise en œuvre du Plan d'Action sous-régional de la CCD ;

De prendre acte de la contribution du PDF-B sur le Fleuve Sénégal à la mise en œuvre des études institutionnelles du PAS/MFD (initiative OMVS/Banque Mondiale)

De prendre toutes les initiatives visant à faire intervenir la CEDEAO pour la mobilisation de toutes les ressources disponibles au titre du PASR en faveur du PAS/MFD.

Pour faciliter cette offensive diplomatique, les participants ont souhaité que le Gouvernement malien assurant la Présidence en Exercice de la CM procède à l'internalisation tant au niveau national, sous-régional qu'international de l'enjeu « Massif du Fouta Djallon »

Les échanges visant une meilleure coordination des interventions du FEM dans la sous-région ont porté sur les caractéristiques des PDF-B de l'OMVS en démarrage, de l'ABN en préparation et du Fouta Djallon en perspective. Les participants ont été également informés des autres PDF-B en cours de préparation dans la sous-région mais non directement liés au Fouta Djallon. A l'issue des débats sur la question, la réunion a retenu :

La contribution du PDF-B de l'OMVS au PAS/MFD doit couvrir principalement les questions institutionnelles telles que définies dans les Termes de Référence adoptés par l'Atelier de Labé ;

De même une étude comparative des actions prévues dans le PDF-B de l'ABN devrait permettre d'éviter les duplications des PDF-B Fouta Djallon et ABN

Les échanges de point de vue sur la mise en œuvre de la composante «ressources en eau partagée » du PASR/CCD ont mis en évidence le retard accusé par les OIG de la Sous-région du document cadre commandité par la réunion de Banjul et de la demande par l'OMVS de la possibilité de recrutement d'un consultant pour effectuer le travail. A l'issue des débats, les participants ont convenu :

De profiter de la tenue de la prochaine réunion CEDEAO-CILSS prévue dans 15 jours à Ouagadougou (Burkina Faso) pour relancer les OIG intéressées ;

D'envisager au-delà de ce délai (20 avril 2000), la solution du recrutement du Consultant par l'OMVS en tant que chef de file du Groupe "Gestion des eaux internationales partagées".

Réunion connexe

Liste des Participants

N°	Noms et Prénoms	Institution ou organismes
1	Anna Tengberg	UNE/GEF Kenya
2	Bakary Ouattara	OMVS
3	Mamadou Soumah	ABN
4	Souleymane Cissé	Mali Président en Exercice de la CM du PRAI
5	Mangane Amadou	CEDEAO
6	Elisabeth Corell	Consultante pour le MM (MIT, USA)
7	Cheikh M Sourang	Mécanisme Mondial CCD
8	I. Kégnako Diallo	BCI/OUA/Conakry
9	Justino Vieira	OMVG

ANNEXE III

TERMES DE REFERENCE

L'élaboration des termes de référence devra avoir pour objet :

- De doter le massif du Fouta Djallon d'un statut international
- D'élaborer des accords cadre de coopération
- De mettre en place un programme de Développement Intégré du Massif

Pour atteindre ces objectifs, quatre (4) études devront être menées à savoir :

SITUATION ACTUELLE :

L'étude devra prendre en compte les caractéristiques actuelles du Massif du Fouta Djallon dans le but de faire ressortir les potentialités et les contraintes sur les plans environnemental, socio-économique, culturel, de la biodiversité, des intervenants (Etat, ONG, OIG, et autres) et des secteurs d'activités (Agriculture, Elevage, etc.)

L'étude devra par ailleurs prendre en compte le diagnostic et les impacts des interventions passées et en cours.

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DU MASSIF :

Le programme du Massif du Fouta Djallon devra être conçu comme un programme intégré pour la protection des ressources naturelles et pour l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Il sera donc conçu comme une plate-forme de coopération entre les différents acteurs (Populations, Partenaires au développement, Etats, ONG, OIG, etc.).

L'étude précisera la nature des actions à entreprendre et qui devra revêtir un caractère intégré quelle que soit son échelle d'intervention (ensemble du Massif, Bassin hydrologique ou site de démonstration).

Ces actions définies doivent être sous-tendues par la logique d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement du Massif du Fouta Djallon (définir les mesures d'accompagnement, la stratégie de valorisation des pratiques et connaissances traditionnelles, la prise en compte de l'aspect genre).

Les actions relatives aux mesures d'accompagnement visent à lutter contre la pauvreté, à contribuer à la sécurité alimentaire et énergétique.

L'étude devra définir également un système de suivi-évaluation (grille d'indicateurs, mécanisme de collecte, de traitement et de diffusion des informations).

ASPECTS INSTITUTIONNELS

Les questions suivantes seront abordées :

1. Aspects Juridiques :

- **Revue des accords de coopération Inter-Etats existants ;**
- **Revue des Conventions/Accords Internationaux ;**
- **Propositions de textes régissant le caractère international du MFD.**

2. Aspects de mécanismes de coordination et de suivi :

- **Définition des structures de coordination et de suivi aux niveaux national et sous-régional.**
- 3. Rôles et responsabilités des acteurs (Etats, OIG, ONG, Organisations sous-régionales, Partenaires).**

4. Définition d'accord cadre de coopération et de partenariat :

DEFINITION D'UNE STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES :

(National, Bilatéral, Multilatéral, sous-régional et Privé)

L'étude devra faire ressortir enfin les moyens de mise en œuvre en insistant sur l'aspect de renforcement des capacités aux niveaux national et sous-régional.

Cette étude devra être menée en mettant en contribution les Programmes en cours d'exécution.

V RESULTATS ATTENDUS

- 1. Document cadre de la plate forme du développement durable du Massif du Fouta Djallon**
2. Document de Projet FEM dans le cadre de la Plate forme sus mentionnée
3. Projet de l'instrument juridique relatif au statut
4. Projet d'Accord cadre de coopération internationale